



HAL
open science

Sécurité internationale et crise économique et financière internationale

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Sécurité internationale et crise économique et financière internationale. 2011. hal-02136847

HAL Id: hal-02136847

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02136847v1>

Submitted on 22 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sécurité internationale et crise économique et financière internationale

Jacques Fontanel

Document disponible aux participants et sur demande auprès de l'Espace Europe,
Université Pierre Mendès-France, Grenoble.

Colloque

Grenoble Ecole de Management, « Crises, conflits et guerres d'aujourd'hui », avec
l'IHEDN, l'Académie de Grenoble, Grenoble, le 7 avril 2011.

Résumé : Les questions politiques aux incidences fortes sur les variables économiques sont rarement prises en compte par la théorie économique, comme si l'économie de marché n'était pas impactée par les décisions de l'Etat, les crises politiques internationales, les guerres, les accords commerciaux, la sécurité internationale des approvisionnements et l'utilisation de l'arme économique. Les interactions entre l'économie et la sécurité sont compliquées à saisir, parce que l'économie et la politique ont, chacune, des logiques distinctes, avec des dynamiques différentes opérant à des vitesses aléatoires et divergentes. Le système s'ajuste le plus souvent par le processus de la destruction créatrice au un lourd tribut social, ce qui peut inciter les peuples à considérer la préparation à la guerre préférable au processus habituel des ajustements économiques de très long terme.

Summary : Political issues with strong impacts on economic variables are rarely taken into account by economic theory, as if the market economy was not impacted by state decisions, international political crises, wars, international security of supply and the use of economic weapons. The interactions between economics and security are complicated to grasp because economics and politics each have distinct logics, with different dynamics operating at random and divergent speeds. The system is most often adjusted by the process of creative destruction to a heavy social tribute, which may encourage people to consider preparation for war preferable to the usual process of very long-term economic adjustment.

Crise économique, crise financière, destruction créatrice, crises politique, économie de marché, organisations internationales, Etat, sécurité nationale, sécurité internationale

Economic crisis, financial crisis, creative destruction, political crises, market economy, international organizations, state, national security, international security

La crise financière internationale qui a débuté en août 2007, souvent appelée "Crise du Crédit" (Credit Crunch), s'est propagée à partir de son origine première, à savoir les titres émis sur la base des hypothèques immobilières *sub-prime* américaines. Elle a provoqué une désorganisation profonde du système commercial et économique mondial. Les crises économiques ont toujours des conséquences politiques et les crises globales ont toujours des conséquences géopolitiques. Malheureusement ces conséquences pour la sécurité internationale sont rarement prévisibles. Sinon, il est probable que des actions seraient été engagées pour empêcher leur réalisation afin d'invalider les prédictions. Ainsi, les événements qui ont succédé au krach boursier

américain de 1929, avec la montée du protectionnisme, l'effondrement du commerce mondial et l'essor de politiques extrémistes ont sans doute été à l'origine de la seconde guerre mondiale. L'absence de prospective globale, stratégique, politique, économique et sociale n'a guère permis aux gouvernants d'agir de manière plus rationnelle. Bien qu'il soit toujours difficile de prédire les conséquences de la crise financière sur la sécurité internationale, il est intéressant d'examiner les caractéristiques historiques des interactions entre l'économie et la sécurité internationale, pour éclairer la question des conséquences de la crise actuelle.

Les interactions entre l'économie et la sécurité sont compliquées à saisir, parce que l'économie et la politique ont, chacune, des logiques distinctes, avec des dynamiques différentes opérant à des vitesses aléatoires. L'interaction entre ces logiques distinctes est dialectique et sa compréhension peut modifier le cours des événements de causes à effets. Alors que la crise du crédit semble avoir partiellement discrédité l'idéologie économique libérale, la crise géopolitique peut aussi remettre en question l'idéologie interventionniste libérale¹. Le dommage collatéral de la « crise du crédit » est l'ébranlement de la foi dans les marchés libres. Les sceptiques du marché, particulièrement en France, l'ont déjà exploité et le centre de gravité politique pourrait se déplacer. Le renflouement des banquiers pour faire face à la crise peut aussi être symptomatique d'une divergence plus large entre l'opinion populaire et l'élite. Partout dans le monde les gouvernements accroissent massivement leur dette pour fournir des garanties financières. Dans ces conditions, les déficits publics vont croître, avec la hausse des dépenses sociales qui sera induite par la probable hausse du chômage, ainsi que le soutien sans précédent aux sociétés monétaires et bancaires. Il en résultera, probablement, une pression à la baisse des budgets de défense et de sécurité. Les difficultés économiques peuvent mettre en question la soutenabilité des politiques de sécurité internationale, concernant notamment les interventions hors sol national.

Après une brève discussion sur la nature de la crise du crédit, nous discuterons ci-dessous de la façon dont l'économie et la sécurité interagissent. Ensuite trois aspects de l'interaction sont examinés : le budget et l'emprunt publics ; le pétrole et l'environnement ; les institutions de la globalisation².

La crise du crédit

A la différence de la plupart des crises financières les plus récentes, comme la crise asiatique de 1997, la crise du crédit n'a été ni rapide ni localisée. L'impact a été retardé parce que l'on croyait initialement que la contamination par les avoirs toxiques cachés était limitée à des segments obscurs de la tuyauterie financière anglo-saxonne, comme le marché interbancaire, duquel le reste du système était découplé. Ainsi, quand à partir d'août 2007 les marchés du crédit se sont grippés, les marchés d'actions ont été épargnés pendant une année. C'est l'effondrement de la banque Lehman Brothers en septembre 2008 qui a entraîné la réalisation de la diffusion de la contagion, causant instantanément panique et récession. Cette crise lente a été inévitablement comparée à celle de 1929, qui s'était produite quatre ans avant que l'économie mondiale ne touche le fond, en 1933. Les politiques nationales "d'appauvrissement du voisin" (*beggar-my neighbour*) ont lentement conduit au

¹ On peut notamment discuter des "interventions humanitaires" hors territoire qui n'ont souvent été suffisamment mal engagées pour ne pas être considérées comme des échecs.

² Beaucoup de ces questions sont développées plus en détail dans l'ouvrage de Smith, Ron (2009) *Military Economics: the interaction of power and money*, Palgrave. London.

protectionnisme, à l'effondrement du système commercial international, au chômage de masse et à la montée en puissance d'Hitler.

La crise du crédit a entraîné des appels à une nouvelle gouvernance économique internationale, notamment par la mise en place d'une conception et d'un fonctionnement des institutions économiques internationales jugées plus sécurisantes pour l'ensemble du système économique. Cependant, si les banques centrales se sont assez rapidement coordonnées avec succès, les actions inter-gouvernementales communes ont été moins rapides et sans doute moins efficaces. Tandis que l'effondrement des économies nationales s'accélérait, certains gouvernements ont dû improviser, sans tenir compte des conséquences diplomatiques, économiques et sociales de leurs actions et réactions sur les autres pays³.

La crise a mis aussi en évidence la question de l'hégémonie financière et stratégique mondiale des Etats-Unis. La première décennie du XXI^e siècle a été marquée par ce que les économistes appellent des « déséquilibres globaux », nourris par des flux financiers non viables. Les Etats-Unis vivent au-dessus de leurs moyens économiques, entretenant un large déficit de la balance des paiements financé par l'étranger, principalement la Chine, à des taux d'intérêt très faibles⁴. Les Etats-Unis sont ainsi passés très rapidement du statut de plus grand créancier net du monde, leurs avoirs extérieurs étant bien supérieurs à leurs dettes (le montant qu'ils devaient à l'étranger), au statut de plus grand débiteur du monde. Or, les pays ne peuvent pas continuellement accroître leurs dettes sans perspectives de remboursement. Cependant, les ajustements économiques et politiques susceptibles de restaurer l'équilibre ne sont pas vraiment satisfaisants au regard du caractère largement imprévisible des actions à entreprendre. Ainsi, une réduction de la consommation des Etats-Unis en vue de restaurer l'endettement global peut produire des effets « pervers » sur les politiques internes et les réactions internationales. Le pouvoir économique commence à glisser vers la Chine et les fonds souverains. Le gouvernement chinois utilise ses immenses réserves en dollars pour faire des investissements extensifs en Afrique et ailleurs, afin d'acquérir un accès préférentiel aux ressources ; il augmente aussi la gamme de ses capacités navales. Mais la Chine elle-même ne manque pas de points de faiblesse qui pourraient aussi la plonger dans d'autres formes de crise.

Le boom économique du millénaire, qui a culminé en 2007, a été soutenu par une offre excédentaire de services financiers, partiellement due à la politique monétaire antérieure, qui a poussé vers le bas le prix du risque et généré un excès de la demande pour les matières premières, tirant à la hausse le prix du pétrole et d'autres celui des matières premières. Les prix des matières premières ont aussi été fixés politiquement, parce qu'elles constituaient des sources majeures de revenus pour les gouvernements. Cependant, le prix du risque et le prix des matières premières sont des enjeux de sécurité aussi bien qu'économiques. La crise du crédit et le ralentissement économique qui en a résulté de la crise ont alors tiré à la hausse le prix du risque, conduisant à la fois à l'insolvabilité et à la faillite de nombreuses entreprises financières et à la baisse le prix des matières premières.

³ Le gouvernement britannique a même essayé de protéger les déposants britanniques en Islande en utilisant les lois anti-terroristes contre ce pays. Etant donné la position stratégique de l'Islande dans l'Atlantique nord et sa base aérienne américaine vacante, il est heureux que la Russie n'ait pas disposé de l'argent nécessaire pour exploiter cet incident diplomatique.

⁴ Il s'agit d'un avantage considérable, favorisé par le dollar comme monnaie internationale dominante dans les échanges commerciaux et financiers. L'intérêt payé sur ses propres emprunts est bien plus faible que le rendement issu de ses avoirs à l'étranger.

Par exemple, la politique russe a une dynamique différente en fonction du prix du baril de pétrole. Après le conflit entre la Russie et la Géorgie en août 2008, le taux de change du rouble s'est rapidement effondré et les autorités russes ont dû intervenir pour le défendre ; les titres russes ont perdu la moitié de leur valeur et les autorités ont dû fermer la bourse pour restaurer l'ordre ; les investisseurs étrangers ont retiré un montant estimé à 60 milliards de dollars des banques russes. Le capitalisme international donnant rarement les raisons de ses actions, il est difficile de savoir dans quelle mesure cette fuite du capital a été une réponse à la guerre avec la Géorgie, à l'aggravation de la crise du crédit ou à la chute du prix du pétrole, ces trois phénomènes arrivant simultanément. Il est également difficile de savoir comme les Russes vont répondre à des signes aussi clairs concernant l'importance de leur vulnérabilité économique.

L'interaction entre l'économie et la sécurité.

L'interaction dialectique de l'économie et de la politique ne se reflète pas toujours dans les études académiques. L'économie et les relations internationales ont des modes de discours non communicants et des hypothèses différentes sur les groupes et formes de conflit pertinents. Par exemple, en relations internationales, le terme anglais « *securitisation* » renvoie à la classification de certains phénomènes liés aux questions de sécurité, comme les drogues illégales ou les pénuries de ressources, à des menaces existentielles requérant des réponses d'urgence et si possible militaires. En économie, la *securitisation* (*titrisation*) est le processus durant lequel certaines dettes, comme les hypothèques, sont mêlées dans des avoirs qui sont commercialisés comme titres dans les échanges financiers. De tels titres basés sur des avoirs multiples et variés ont joué un rôle central dans la crise du crédit. Le marché du pétrole s'inscrit, directement ou indirectement, dans les deux acceptions, il est concerné aussi bien par la sécurité que par les titres commercialisés. Or, les hommes politiques et leurs conseillers économiques prennent ou proposent des décisions sur la base d'un traitement séparé entre les considérations de sécurité économique et de protection citoyennes contre une menace extérieure ou intérieure⁵. Cette méthode est évidemment de moins en moins efficace et acceptable.

L'Organisation Mondiale du Commerce régule le commerce des biens, mais il n'y a pas moins de quatre organisations pour réguler le commerce des armements⁶. L'OMC et l'Union européenne (UE) excluent explicitement les armements de leurs règles commerciales. Ce traitement séparé conduit à l'isolement des deux sphères l'une par rapport à l'autre, ce qui encourage parfois une démarche fonctionnelle. Dans ce cas, les pays peuvent être en désaccord dans une sphère et coopérer dans une autre. Mais il y a le risque que cela se révèle dysfonctionnel ; les actions dans une sphère peuvent avoir des conséquences inattendues dans une autre. Un exemple majeur des

⁵ Excepté au niveau le plus élevé du gouvernement, les personnes qui vont à l'ONU et à l'OTAN ne sont pas les mêmes que celles qui participent aux réunions de la Banque Mondiale et du FMI. Les personnes qui vont dans les négociations économiques internationales ne sont pas les mêmes que celles qui vont dans les négociations de sécurité internationale. Les personnes qui participent aux réunions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne sont pas les mêmes que celles qui vont aux réunions de l'Accord de Wassenaar qui régule les exportations des armes conventionnelles. Des groupes différents de fonctionnaires internationaux vont discuter des subventions pour l'avion civil Airbus de ceux qui discutent des restrictions sur l'utilisation de l'avion militaire Airbus A400M.

⁶ l'Accord de Wassenaar pour le commerce d'armement conventionnels ; l'Australia Group pour les armes chimiques et biologiques ; le Nuclear Suppliers Group pour les technologies nucléaires, et le Missile Technology Control Regime pour les missiles de plus longue portée).

conséquences négatives de l'intérêt politique privilégié à celui des valeurs économiques a été le Traité de Versailles de 1919 après la première guerre mondiale. Les vainqueurs ont poursuivi leur intérêt personnel de court terme sur la question des réparations payées par l'Allemagne et ses alliés et sur la gestion des dettes interalliées. Cette politique a contribué à l'inflation allemande des années 1920, à la dépression des années 1930 et à la seconde guerre mondiale. Les conséquences d'une telle demande avaient été prévues par l'économiste anglais John Maynard Keynes dans son livre de 1919, *Les Conséquences Economiques de la Paix*.

Parfois, les sphères de l'argent et du pouvoir opèrent séparément de leur propre manière, mais à d'autres moments, particulièrement en période de crise, elles interagissent fortement. Les crises militaires ou les guerres peuvent interrompre les flux commerciaux, productifs et financiers. Les récessions économiques peuvent miner la légitimité des gouvernements, comme en Allemagne dans l'entre-deux guerres. Le sens et la nature du changement dans les sphères de l'économie et de la stratégie sont assez différents. En économie, le changement tend à être rapide et continu, en contraste avec le changement politique qui tend à être plus lent et plus discret. Le changement économique est marqué par la volatilité et les crises financières. Les crises financières et les chocs macroéconomiques sont fréquents. Durant les 150 dernières années, la probabilité d'un désastre macroéconomique, une chute du PIB supérieure à 10%, est environ de 3,5% par an, avec une taille moyenne de 22% d'influence productive et une durée moyenne d'environ 40 mois⁷. Beaucoup de ces crises sont associées à des guerres ou des récessions globales, comme la chute de 29% du PIB américain entre 1929 et 1933. La volatilité des variables économiques, comme le prix du pétrole, a des conséquences politiques, particulièrement sur les gros exportateurs ou importateurs de pétrole. Le prix du pétrole peut influencer les perceptions sur le succès de la gestion économique et la compétence politique d'un gouvernement.

En 1998, quand la Russie sous Boris Eltsine faisait défaut sur ses dettes et permettait une dévaluation du rouble, le prix du pétrole était environ à 12\$ le baril. Une décennie plus tard, à l'été 2008, quand le premier ministre Poutine et le Président Medvedev ont débuté leur doublette au pouvoir, le prix du pétrole dépassait les 100\$ le baril. Comme 20% de la production russe et 60% de ses exportations sont constituées de pétrole et de gaz, le prix du pétrole a un large impact sur les revenus russes. La Russie a besoin d'une hausse du prix du pétrole estimée à 70\$ le baril pour équilibrer son budget. Il était en dessous de ce niveau fin 2008-début 2009, et autour de ce niveau à la mi-2009.

Les crises et les fluctuations des prix des matières premières peuvent avoir des effets politiques de court terme, mais les effets politiques de long terme des tendances économiques peuvent être bien plus lents. On peut mettre en évidence des tendances économiques insoutenables, mais il peut être presque impossible de prédire les conséquences politiques de la crise. Ainsi, en URSS, de nombreuses tendances contraires étaient évidentes à partir de la fin des années 1970, avec la chute de l'espérance de vie et la dégradation des performances économiques, mais il était difficile de percevoir la fin d'un système totalitaire. Les ajustements politiques n'étaient pas prévisibles. Les tensions se construisent, souvent comme conséquences de pressions économiques, mais le système est fermé dans un statu quo. Il faut une aggravation ou un événement exceptionnel pour que le système commence à s'ébranler, à s'affaiblir, puis à s'effondrer, rapidement. La fin de l'Union soviétique

⁷ Smith, Ron (2009) *Military Economics: the interaction of power and money*, Palgrave. London

n'a pas été directement causée par une guerre majeure, même si elle a indirectement suscité une grande variété de conflits internes et internationaux. C'est tout le système économique qui était fragilisé, ainsi que la perte de confiance populaire et des élites dans ses objectifs et son développement.

Budgets and Emprunts

La lecture des budgets gouvernementaux permet à la fois une compréhension politique et économique des objectifs des gouvernants. La puissance et la popularité politique d'un Etat dépendent en grande partie de ce qu'il peut dépenser (compte tenu des ressources fournies par ses impôts et de sa capacité à emprunter) et des choix d'action publique. Les événements qui réduisent le revenu du pays, comme une récession ou un effondrement des prix du pétrole dans les pays producteurs de pétrole, ont ainsi des effets politiques. La France, par exemple, a tenu compte de ses moyens pour abandonner progressivement sa politique de « Grandeur »⁸. La capacité de faire la loi et de lever des taxes et impôts est réservée à l'Etat, lequel institue des institutions politiques qui reflètent les intérêts communs de la société nationale, notamment pour faire face à un ennemi interne ou externe. La guerre fait l'Etat et les Etats font les guerres. Cependant, les guerres génèrent de larges déficits, notamment à cause de dépenses militaires élevées, de la désorganisation de l'économie, et de la réduction des revenus fiscaux qui en résultent. La question qui est alors posée est de savoir si l'Etat peut emprunter et le coût des obligations d'Etat. Or, les déficits accroissent les coûts de l'emprunt compte tenu d'un risque de non remboursement croissant, au regard des incertitudes sur l'issue du conflit. Le Royaume-Uni pendant les 18^e et 19^e siècle n'a jamais été en défaut de paiement, ce qui lui a valu une forte reconnaissance des marchés financiers, lesquels, en réponse, n'ont pas hésité à financer ses expéditions guerrières.

Un examen détaillé des marchés financiers peut être éclairant pour comprendre les estimations d'évolution stratégique des conflits et des nuages portés dans le futur plus ou moins proche. Cependant, ils sont sujets à de nombreuses erreurs d'interprétation et leurs prédictions ne sont pas toujours correctes. Durant la crise du crédit, les observateurs ont attentivement regardé les rendements des obligations d'Etat pour essayer de déceler les perspectives économiques et politiques de chaque nation. Pour Niall Ferguson (2006)⁹, les risques politiques et la menace de guerre ne sont pas les seuls facteurs conduisant à la hausse des rendements des obligations. Ainsi, la peur de l'inflation et les retours sur des investissements alternatifs ont aussi une importance non négligeable. Entre 1845 et 1880, la guerre ou la menace de guerre internationale ont entraîné une hausse des rendements des obligations d'Etat pour les grandes puissances. Les plus grandes variations de court terme dans les rendements sont survenus à des dates qui ont plus de signification pour l'historien politique que pour l'économiste¹⁰. Ainsi, en 1914, les économistes n'ont pas vraiment anticipé l'émergence rapide de la guerre mondiale qui allait survenir, même si la possibilité

⁸ Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), The French policy of "Grandeur", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8, pp. 37-55, 1997. Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*, 3nd .

⁹ Ferguson, Niall (2006) Political Risk and the International Bond Market between the 1848 Revolution and the Outbreak of the First World War, *Economic History Review*, 59(1) p70-112.

¹⁰ L'assassinat de l'archiduc Franz Ferdinand en juin 1914 et les événements terroristes des Balkans ont fait chuter les rendements des obligations russes et autrichiennes, mais ils n'ont pas vraiment concerné les décisions des investisseurs.

d'une guerre n'était pas écartée, mais comme un simple risque normal dans l'histoire européenne. Certes, les militaires avaient préparé des plans de mobilisation détaillés pour une telle guerre, mais la prévision des conséquences de la guerre avait un caractère dissuasif déterminant. Les militaires dressent toujours des plans pour de possibles guerres, même s'ils ne s'attendent pas à ce qu'elles surviennent. Mais, dans le cas d'un mouvement d'un pays dans le sens d'un conflit armé, les calendriers rigides de mobilisation contribuaient à rendre la guerre inévitable¹¹.

L'intégration de l'économie et de la stratégie est centrale dans la reconstruction des pays après une guerre ou une crise économique. Pendant la seconde guerre mondiale il y a eu d'intenses discussions entre les Alliés et une conférence majeure à Bretton Woods pour construire un projet de nouvel ordre pour l'après conflit, qui éviterait la désorganisation économique subie pendant l'entre-deux guerres. Cette volonté a conduit à la mise en place d'une protection sécuritaire de l'Europe par les Etats-Unis avec la création de l'OTAN, mais aussi d'un nouvel ensemble d'institutions internationales (ONU, Banque mondiale, FMI et GATT), avec notamment un système monétaire et de change international de Bretton Woods, et du Plan Marshall d'aide économique américaine. Tout cela a contribué à la reconstruction et à la création d'un nouvel ordre économique et de sécurité capitaliste, particulièrement, mais pas seulement, en Europe de l'Ouest et au Japon. Tous ces éléments de cet accord post-conflit étaient sujets à controverses. Il y eut un plan Morgenthau alternatif, qui avait pour objectif de désindustrialiser l'Allemagne et de la transformer en une économie agraire pastorale qui n'aurait plus été en état de menacer le monde. Cette solution fut rejetée. En 1944-1945, les négociateurs étaient conscients des dégâts qu'une paix vindicative pouvait avoir sur la stabilité internationale.

Avec la fin de la guerre froide, plus d'opportunités pour une intervention internationale dans les guerres civiles ont surgi et un effort considérable a été accompli en matière de résolution de conflit, de reconstruction et de maintien de la paix. Cependant, après un long et douloureux conflit, les sociétés sont fragilisées et les guerres civiles souvent surviennent. Pour stabiliser l'économie et réduire le risque de conflit subséquent, on doit à la fois être capable de fournir de la sécurité et de relancer l'économie. Parfois, des revenus et une croissance plus élevés réduisent le risque de reprise du conflit. Cependant, les interventions qui stimulent le développement économique peuvent aussi bien accroître le risque de conflit. Ainsi, un gouvernement autocratique autoritaire peut réduire le risque de reprise d'une guerre civile, mais les citoyens ne se sentent parfois pas suffisamment libres pour s'engager dans le commerce, la production et l'innovation. Des dépenses militaires ou de sécurité intérieur excessive réduisent aussi le potentiel économique d'un pays. Aujourd'hui, comment reconstruire les sociétés après des guerres civiles ou des invasions comme celles de l'Afghanistan et de l'Irak? Or, la crise financière internationale va compliquer les transitions vers la paix. Il y a normalement trois transitions impliquées : celle de la guerre à la paix, celle vers une structure politique différente et celle vers une nouvelle forme de fonctionnement économique. Pour faire ces transitions, il est nécessaire de procéder à une démilitarisation, à une transformation politique favorable aux valeurs pacifistes et à des incitations économiques pour stabiliser la situation et empêcher le conflit de survenir à nouveau. Les pays qui essaient d'intervenir doivent être capables de financer les actions d'aides nécessaires

¹¹ Plus tard, les stratèges américains et soviétiques disposaient de plans détaillés pour la guerre nucléaire, mais celle-ci n'a jamais eu lieu, au regard de son caractère dissuasif sur l'ensemble de l'humanité.

vers ces transitions, mais la crise du crédit réduit les potentialités de cette politique de soutien.

Environnement et exploitation de la terre

Pour beaucoup d'analystes dans le monde, la question cruciale pour la sécurité porte sur la menace d'un réchauffement global. C'est une question de sécurité qui est profondément liée aux processus économiques, puisque la plupart de l'activité économique génère du dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre. Dans ce cas, il n'y a pas de réponse militaire. De même, la pénurie d'eau et d'autres ressources essentielles peut aussi être une source de tensions interrégionales et d'insécurité internationale. Ainsi, le pétrole est indiscutablement un facteur important pour l'économie internationale et la sécurité, mais c'est une ressource dont les évolutions en termes d'offre et de demande dépendent à la fois des comportements collectifs des Etats exportateurs, de l'importance de la croissance économique mondiale, des conflits internationaux des Etats producteurs, de l'essor des énergies alternatives et de l'évolution souvent erratique des prix à court terme.

Traditionnellement le lien environnemental entre l'économie et la sécurité a porté principalement sur le prix du pétrole et du gaz, matières énergétiques essentielles au développement économique contemporain. Une part importante des réserves de pétrole se situe dans des zones instables politiquement, comme le Moyen Orient et l'Asie centrale, ou en situation de transition économique douloureuse (Russie). Le pétrole a déjà été impliqué dans des conflits nationaux, notamment au Nigéria et en Angola. C'est un facteur fondamental dans l'évolution pacifique ou conflictuelle des relations économiques et politiques internationales. Le soutien de la communauté internationale du Koweït face à l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein n'aurait sans doute pas été aussi forte et interventionniste si ce pays ne disposait pas d'importantes réserves de pétrole, à défaut de constituer un Etat favorable aux valeurs humanistes et démocratiques. Le développement de nouveaux champs de pétrole, l'utilisation de nouveaux équipements technologiques ou l'essor de sources d'énergie alternative apparaissent souvent dans des environnements politiquement instables¹². Dans le long terme des indicateurs économiques fondamentaux, comme le coût de production marginal de long terme, devraient être clairement pris en compte dans les décisions politiques et économiques. Cependant, le coût de production de long terme est très incertain et dépend des stratégies des Etats, elles-mêmes influencées par les firmes multinationales. Dans ces conditions, ceux-ci deviennent volatils, avec des fluctuations aussi violentes qu'inattendues¹³. Malgré l'application normale des règles et lois économiques fondamentales traduites par des calculs économiques sophistiqués, les prévisionnistes sont incapables de prédire avec précision l'évolution de la demande, de l'offre et des prix de l'énergie à court terme. Il en résulte des formes d'instabilité internationale qui favorisent les conflits d'intérêt, et parfois prédisposent les Etats aux guerres ou aux menaces de guerre.

¹² Savoir si ces investissements sont profitables dépend du prix du pétrole futur anticipé et des développements politiques potentiels prévus ; mais ces deux informations sont très difficiles à prédire dans l'hypothèse « toutes choses égales par ailleurs », et leur réalisation effective n'est pas toujours assurée. Le meilleur modèle statistique des prix du pétrole semble être de type « random walk » : le prix de demain égale le prix d'aujourd'hui, plus un large choc imprévisible, positif ou négatif.

¹³ En 2008, les prix du pétrole ont débuté sous les 100 \$ le baril, ont grimpé à 147 \$ mi-juillet, retombant alors sous les 100\$ en septembre. Les prix ont alors grimpé de 90\$ à 130\$ en une semaine, puis ont chuté sous les 40\$ fin 2008, avant de remonter à nouveau à 70\$ en 2009.

La crise du crédit a déjà soulevé des interrogations sur la réforme de l'architecture économique et financière internationale. La prévention des crises globales va inévitablement requérir des coordinations internationales portant sur de nouvelles régulations bancaires et la perte plus ou moins élargie de la souveraineté économique. Elle peut aussi soulever des questions concernant l'architecture de la sécurité internationale et la nature de la mondialisation économique.

La globalisation et les institutions économiques et de sécurité internationales

La globalisation est un terme vague qui est utilisé pour regrouper des situations fort diverses¹⁴. D'abord, l'internationalisation des processus économiques concerne aussi bien le mouvement de biens par le commerce, les flux de capital par l'investissement étranger, le travail par les migrations et la technologie par les transferts de savoirs. Ensuite, la transformation des entreprises du statut de multinationales, opérant dans plusieurs pays, à celui de transnationales, n'ayant pas de pays d'origine, est encore assez peu généralisée. En revanche, la tendance des marchés globaux et des accords des organisations internationales à réduire la puissance et l'autonomie des gouvernements des Etats menace le concept même de souveraineté nationale. Enfin, le processus d'homogénéisation culturelle et de généralisation mondiale des marques, des films, des sports et de la musique est bien enclenché. La nouveauté et l'extension de chacun de ces éléments demeurent controversées¹⁵, tout comme l'importance présente et future des acteurs économiques dans le monde¹⁶.

Les organisations non gouvernementales ont alors exercé un pouvoir de contrôle limité à leurs objectifs propres¹.

La perception de la globalisation n'est pas nouvelle. Dans le Manifeste du Parti Communiste (1848), Marx et Engels en faisaient déjà état pour le commerce (notamment celui des matières premières au regard de leur prix), la navigation et les communications. Elle était même bien développée à la fin du XIXe siècle¹⁷. La Pax Britannica encourageait l'établissement de la liberté sur les mers, les actions pour restreindre l'esclavage, le libre commerce et le développement du rôle du banquier

¹⁴ Smith, Ron, Fontanel, Jacques (2008), International security, defence economics and the powers of Nations, in Fontanel, J., Chatterji, M., War, peace and security, in Contributions to Conflict Management, Peace Economics and Development, Emerald Publ. London, p. 46.

¹⁵ Fontanel, Jacques (2005), *La globalisation en analyse. Géoéconomie et stratégie des acteurs*, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

¹⁶ Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « War, Peace and Security », edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - Emerald, Bingley (UK). Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), The controversial economic question of peace and war, in « War, Peace and Security », Volume 6, edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji, Emerald, Bingley (UK). Bensahel, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009. Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

¹⁷ A la fin du XIXe siècle, les navires à vapeur ont modifié la concurrence sur les marchés agricoles mondiaux, du fait de l'arrivée de céréales Nord-Américaines bon marché. Le télégraphe réduisait le temps mis pour transmettre un message de New York à Londres de deux semaines à deux minutes. Les flux internationaux du travail du XIXème siècle furent bien plus importants proportionnellement que l'immigration dont certains s'inquiètent aujourd'hui. Sur certains paramètres, le monde n'a que récemment atteint le niveau de globalisation observé en 1913.

dans le monde. C'est l'absence d'une force hégémonique mondiale qui a conduit sans doute aux crises économiques politiques et sociales de l'entre deux guerres. Après la seconde guerre mondiale, les Américains ont repris le rôle hégémonique dans le système capitaliste, tout en fournissant des fonctions similaires. Tandis que le système se globalisait, il a fallu créer de plus en plus de formes d'organisation spécifiques, afin de permettre au commerce de s'étendre dans le monde entier. La plupart des organisations internationales proviennent d'initiatives, parfois informelles, en provenance d'Etats dominants¹⁸. Les Etats ont accepté de réduire leur souveraineté en vue de promouvoir la paix, de réguler les affaires diplomatiques, de donner un code législatif international et d'encourager le développement économique et social de chacun des membres partenaires. Certes, ces organisations internationales manquent d'efficacité organisationnelle. Elles sont soumises à une variété de restrictions qui limitent leur influence et leur rendement, mais ces restrictions leur permettent tout de même de maintenir l'appartenance des Nations à une organisation collective mondiale, en vue de créer un bien public.

Le dommage collatéral de la crise du crédit peut conduire à une contestation forte de l'économie libérale, dans la capacité des marchés libres d'allouer efficacement les ressources. La recherche de solutions par les Etats valorise l'interventionnisme libéral, la foi en la capacité des pays libres à réparer des maux globaux. L'approche libérale des relations internationales, la croyance selon laquelle la diffusion du libre-échange et de la démocratie¹⁹ empêchera la guerre, a une longue histoire. Il faut rappeler cependant que les libéraux du XIXème siècle considéraient qu'il devait exister un droit d'intervention militaire, une forme de « droit d'ingérence », pour empêcher les injustices des gouvernements autoritaires et considéraient déjà « le droit d'ingérence²⁰ ».

La préservation des droits de l'homme, de la paix et la promotion du développement économique et social sont aussi des thèmes centraux dans le droit international. La Charte des Nations Unies affirme la primauté à la fois des droits de l'homme et de la souveraineté étatique, bien que la façon dont ils sont reliés varie dans le temps. L'Article 42 autorise le Conseil de Sécurité à introduire des mesures qui peuvent être nécessaires pour « maintenir ou restaurer la paix et la sécurité internationales » contre les responsables de menaces à la paix, d'infraction à la paix et d'actes d'agression. Ces mesures peuvent inclure non seulement les sanctions économiques mais aussi l'action militaire contre un pays qui viole la Charte. L'impératif moral pour le maintien de la paix peut être universellement accepté mais la décision d'un pays de participer est aussi basée sur l'intérêt national et sur la dimension géostratégique. Le « droit d'intervention humanitaire » a été l'une des questions de politique extérieure les plus controversées des dernières décennies.

Conclusion

La crise du crédit et la désorganisation économique induite ont entraîné de nouvelles façon de penser les risques économiques. Il y a trois préoccupations.

- D'abord, les personnes sont plus sensibles à l'impact du hautement improbable ; des événements qui sont presque impensables au départ, peuvent avoir des conséquences

¹⁸ Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.

¹⁹ Cf. Thibault Richard (2010), *Démocratie, économie de marché et paix*, in. Fontanel, J. Ed. *Economie politique de la sécurité internationale*, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, 2010.

²⁰ Howard, Michael (1981) *War and the Liberal Conscience*, Oxford University Press.

importantes quand ils surviennent. Ces chemins possibles sont appelés « Cygnes Noirs (Black Swans) » par Nicholas Taleb²¹ et d'« inconnues inconnues (unknown unknowns) » par Donald Rumsfeld, l'ancien Secrétaire américain à la défense. La sous-estimation des risques stratégiques et des phénomènes spéculatifs devient dangereuse pour le système économique et politique mondial

- Ensuite, les institutions ou innovations conçues pour réduire les risques rendent parfois le système plus vulnérable, comme les produits dérivés ou les comptes hors solde qui hantent le système bancaire. On peut ainsi se demander si nos mécanismes de réduction des risques de sécurité, comme l'ONU ou l'OTAN, réduisent encore réellement le risque.

- Enfin, l'extension des engagements implicites non reconnus, comme ceux que les banques et les gouvernements ont découverts pendant la crise du crédit, pose problème. Le principal danger stratégique réside sans le fait que les hommes politiques, toujours préoccupés par les crises budgétaires et financières nationales, ne répondent pas aux questions internationales potentiellement explosives avec la vitesse et l'intérêt nécessaires.

Les économistes sont souvent accusés d'être trop confiants sur les questions concernant la raréfaction des ressources, notamment en considérant que le système est capable de s'ajuster grâce à plusieurs processus économiques d'équilibre à long terme, comme le changement des prix relatifs, l'introduction de nouvelles technologies et les changements nationaux et internationaux dans la distribution des revenus. Certes, des analyses ont contesté cet état de fait. Les économistes insistent sur de précédentes peurs qui ne se sont pas matérialisées. Thomas Malthus au début du XIX^{ème} siècle prédisait que la population serait excédentaire par rapport à la production alimentaire. William Stanley Jevons à la fin du XIX^{ème} siècle prédisait que le monde allait épuiser ses réserves de charbon. L'ouvrage « Halte à la croissance » et le rapport du Club de Rome prédisaient une hausse du prix des produits primaires et l'essor des contraintes environnementales sur la croissance avant la fin du XX^{ème} siècle. La critique sans doute la mieux adaptée à l'encontre des économistes ne devrait pas porter sur leur niveau élevé de confiance dans leurs connaissances, mais plutôt sur leur insensibilité politique. Probablement, comme dans le passé, le système s'ajustera par le processus normal de l'ajustement malthusien (décès, chasteté ou guerre) et de destruction créatrice, mais les économistes tendent à oublier que les peuples n'aiment pas la destruction créatrice, trouvent les ajustements très déplaisants et peuvent juger la préparation à la guerre préférable au processus habituel des équilibres économiques retrouvés de très long terme, après des périodes de lourds sacrifices sociaux.

Bibliographie

Bensahel, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009

Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*, 3rd.

²¹ Taleb, Nassim Nicholas (2007) *The Black Swan: The Impact of the Highly Improbable*, Random House.

Ferguson, Niall (2006) Political Risk and the International Bond Market between the 1848 Revolution and the Outbreak of the First World War, *Economic History Review*, 59(1) p70-112.

Fontanel, J. (1981), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J. Hébert, J-P. (1997), The French policy of "Grandeur", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8, pp. 37-55, 1997.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs*, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), The controversial economic question of peace and war, in « War, Peace and Security », Volume 6, edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji, Emerald, Bingley (UK).

Fontanel, J. (2010). *Economie politique de la sécurité internationale*, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris

Howard, Michael (1981) *War and the Liberal Conscience*, Oxford University Press.

Keynes (1919) *Les conséquences économiques de la paix*

Smith, Ron, Fontanel, Jacques (2008), International security, defence economics and the powers of Nations, in Fontanel, J., Chatterji, M., *War, peace and security*, in *Contributions to Conflict Management, Peace Economics and Development*, Emerald Publ. London

Smith, Ron (2009) *Military Economics: the interaction of power and money*, Palgrave. London.

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « War, Peace and Security », edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - Emerald, Bingley (UK).

Taleb, Nassim Nicholas (2007) *The Black Swan: The Impact of the Highly Improbable*, Random House.

Thibault Richard (2010), *Démocratie, économie de marché et paix*, in. Fontanel, J. Ed. *Economie politique de la sécurité internationale*, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, 2010.